

DÉLIBÉRATION VM 2019 09
Avis sur l'Acceptation du protocole transactionnel avec Smovengo

Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation
Séance du 12 décembre 2019
Reportée au 19 décembre faute de quorum

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole a notifié le 9 mai 2017 le marché portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS) au groupement SMOOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA, et remplacé par la Société dédiée Smovengo, par l'avenant n°1 en date du 31 juillet 2017.

Dans le cadre de ce marché, les délais impartis à la Société Smovengo pour la mise en service des prestations prévues à la partie forfaitaire avec notamment 1 050 stations étaient les suivants :

- Au 1^{er} janvier 2018 : la mise en service du dispositif et son ouverture au public, avec *a minima* 50 % du nombre de stations prévues au forfait, soit 525 vélos-stations;
- Au 1^{er} avril 2018 : la mise en service de l'ensemble des stations.

Par Ordre de Service n°3 en date du 29 juin 2017, le Syndicat a commandé 350 stations supplémentaires hors Paris et 10 850 points d'accroche au titre du chapitre 1A du bordereau de prix unitaires (BPU) qui devaient être mises en service dans les mêmes conditions que celles prévues au forfait.

Au vu des importantes difficultés rencontrées sur la qualité du service Velib' en 2018, le Syndicat et la Société Smovengo sont convenus en janvier 2019 d'un règlement amiable, global et définitif de leur différend par un protocole transactionnel tenant compte des retards constatés dans l'ouverture des stations, des effets d'un plan d'urgence initié en cours d'année et des difficultés techniques rencontrées par Smovengo dans le déploiement comme de la qualité des prestations en phase d'admission partielle du service global.

Lors de l'exécution de ce marché sur l'année 2019, il a été constaté, d'une part, des retards dans le déploiement des stations prévues au forfait et au Bordereau de Prix Unitaires (BPU) avec leurs conséquences sur l'exploitation du service prévu et, d'autre part, des dysfonctionnements significatifs du système dégradant l'expérience de l'utilisateur du service Velib'.

Ces retards et manquements ont été actés dans les procès-verbaux rédigés lors des opérations mensuelles de vérifications des prestations du marché tout au long de l'année 2019.

Le présent protocole transactionnel en précise les dispositions par lequel le Syndicat et la société Smovengo consentent mutuellement à :

- Renoncer à toute instance et action réciproque en cours et ultérieure entre elles concernant l'objet du présent protocole ;
- Fixer le montant du forfait du marché pour l'année 2019 à la somme de 30 593 060,06 euros hors taxes et hors indexation, soit 32 092 120 euros HT après indexation (indice révision 1,049), et d'ajuster en conséquence, par avenant, le montant global du marché à prix forfaitaire tel que fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement ; le montant du forfait restant inchangé pour les autres années d'exécution du marché à 31 880 000 euros hors taxes et hors indexation ;
- Fixer le montant à payer par le Syndicat au titre de la commande au bordereau des prix unitaires, par l'ordre de service n° 3 en date du 29 juin 2017, de 350 stations hors Paris et de 10 850 points d'accroches à la somme de 7 334 148,90 euros hors taxe et hors indexation, soit 7 693 522,20 euros HT après indexation (indice révision 1,049) ;
- Fixer le montant des pénalités appliquées en 2019 à la Société Smovengo, prévues à l'annexe 1 au programme fonctionnel définitif Clauses administratives, tous motifs confondus, notamment au titre des dysfonctionnement constatés et des retards dans la mise en service des stations prévues au forfait et de celles prévues au BPU pour les commandes émises jusqu'au 30 juin 2017, à la somme globale et forfaitaire de 4 000 000 euros hors taxes, tenant compte des opérations de vérifications effectuées et des procès-verbaux des critères de performance établis en 2019 ;
- Ajuster le montant global du marché public par voie d'avenant conclu par les parties en présence ;

La Société Smovengo par courrier en date du 4 décembre 2019 a fait état de son accord sur les termes de ce projet de protocole.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

Considérant l'émission de quatre titres exécutoires par le Syndicat afin d'obtenir le paiement des décomptes de pénalités correspondant à cette période,

Considérant la contestation par un courrier en réclamation en date du 13 novembre 2019 par la société Smovengo des décomptes de pénalités 10 et 11 correspondants respectivement à la période du 1^{er} juin au 30 juin 2019 et à la période du 1^{er} juillet au 31 août 2019 et le refus du Syndicat de faire droit à cette réclamation par un courrier en date du 3 décembre 2019,

Considérant la demande du titulaire du marché d'acompte mensuel au titre du forfait et du BPU correspondant au douzième des montants prévus annuellement au marché de la société Smovengo et du refus du Syndicat de régler à compter de mars 2019 ces montants d'acomptes au regard du service fait et des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et de montants de l'acompte mensuel versés à un niveau inférieur à ces demandes,

Considérant les réclamations contestations de la part de la société Smovengo des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars à juillet 2019,

Considérant la confirmation de la position du Syndicat sur le montant des acomptes notifiés au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché,

Considérant la requête n°1925283 contestant le titre de recettes émis par le comptable public afférent au décompte de pénalités n°10, correspondant à la période du mois de juin 2019, introduite par la société Smovengo auprès du tribunal administratif de Paris,

Considérant ces importants différends, du souhait partagé d'éviter des contentieux longs et coûteux et de l'intérêt à parvenir comme en 2018, à un accord sur l'année 2019, le Syndicat et Smovengo se sont rapprochés et sont convenus d'un règlement amiable, global et définitif par un protocole transactionnel entre le Syndicat et la société Smovengo,

Considérant que sous réserve de l'approbation du présent protocole, le montant global du marché sera corrigé par voie d'avenant pour constater sa diminution de 0,28% du fait de la baisse des montants payés par le Syndicat à Smovengo pour l'année 2019, soit - 2,5% par rapport au montant initial du marché,

Considérant l'accord de principe sur les termes du projet de protocole exprimé par la Société Smovengo par courrier en date du 4 décembre 2019,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

EMET UN AVIS FAVORABLE sur le protocole transactionnel ci-annexé.



La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement